

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°204 du 21 au 27 Mai 2020

BANQUES

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI AU VERT

CHEICK OUMAR MAGASSOUBA

« LE COSIM RESTERA FORT »

RECENSEMENT ÉLECTORALE

ENCORE DES RÉGLAGES



RETOUR À LA NORMALE

SITUATION SOUS CONTRÔLE ?

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Après deux mois de psychose, la tempête semble passée. Mais le retour à la normale ne rassure pas tout le monde, même si les opérateurs économiques s'en réjouissent.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

Épée de Damoclès

En 2018, après le vote de la nouvelle loi sur la presse, qui enregistrait de nouveaux articles sur les délits via les réseaux sociaux, le Procureur de la République n'avait pas tardé à monter au créneau pour à la fois sensibiliser et mettre en garde les internautes ivoiriens. Depuis, l'on compte une dizaine de personnes interpellées et condamnées pour leurs écrits sur Facebook. Si les acteurs sont unanimes sur le fait qu'il faut assainir Facebook en Côte d'Ivoire, il n'en demeure pas moins que seuls les acteurs ivoiriens des réseaux sociaux sont menacés. Même si les gouvernants souhaitent pouvoir poursuivre des internautes en dehors de nos frontières, ceux dont les propos ou vidéos sont parfois jugés « néfastes » pour la stabilité et la cohésion sociale, les principales cibles de la traque des internautes sont généralement à Abidjan. Avec la sortie le 19 mai du Procureur Adou Richard, interpellant les administrateurs des forums et invitant à la modération et à « la responsabilité des uns et des autres quant à la publication d'informations sur les réseaux sociaux », l'on comprend clairement que la toile est sous surveillance. Pour certains défenseurs des droits de l'Homme, c'est une restriction des libertés. Mais pour les juristes, à partir du moment où des lois existent et criminalisent certains faits, actes ou propos, il faut pouvoir les faire respecter. La justice est différente des droits de l'Homme, clament-ils. Sauf que la décision de poursuivre ou non incombe au bureau du procureur et que certains ont l'impression de subir une injustice quand ils sont interpellés. Quand on sait que l'approche des élections réveille et anime toutes sortes de passions, l'on peut deviner aisément que la justice aura du boulot à faire pour mettre de l'ordre sur la toile et faire respecter la loi.

YVANN AFDAL

LE CHIFFRE

3,382 milliards

Les ressources financières décaissées par l'État de Côte d'Ivoire qui seront mises à disposition des acteurs économiques et de la population.

ILS ONT DIT...

- « La pandémie menace les progrès accomplis en Afrique. Elle aggravera les inégalités existantes et accentuera la faim, la malnutrition et la vulnérabilité face à la maladie. », **Antonio Guterres**, secrétaire général de l'ONU, le mercredi 20 mai.
- « Il est clair que les faux pas répétés de votre part (le directeur général de l'OMS) et de votre organisation pour répondre à la pandémie ont coûté extrêmement cher au monde. La seule voie à suivre pour l'Organisation mondiale de la santé est de pouvoir prouver son indépendance vis-à-vis de la Chine. » **Donald Trump**, Président des USA, le lundi 18 mai.
- « Le prix que l'Autorité palestinienne va payer pour continuer de coopérer avec Israël sur plein de sujets va être plus élevé. Et donc ils doivent réduire la coopération et montrer à la population qu'elle ne continue pas de la même façon, mais de manière plus étroite, plus limitée et avec plus de réserves. » **Mahmoud Abbas**, président de l'Autorité palestinienne, le mardi 19 mai.

RENDEZ-VOUS

- Jeudi 21 mai 2020 :** Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.
- Lundi 25 mai 2020 :** Journée mondiale des enfants disparus.
- Lundi 25 mai 2020 :** Journée mondiale de l'Afrique.
- Mercredi 27 mai 2020 :** Journée nationale de la résistance.

UN JOUR UNE DATE

25 MAI 1963 : Création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'ancêtre de l'Union africaine (UA).



L'ivoirien, **Eric Kacou**, Co-fondateur de ESPartners a été nommé, lundi 18 mai par le président rwandais Paul Kagamé, comme membre du conseil d'administration du Rwanda Development Board (RDB).



Quatre jours après son arrestation, l'homme d'affaires rwandais, **Félicien Kabuga**, financier présumé du génocide des Tutsi, a été présentée, mardi 19 mai au parquet général de Paris.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



La nouvelle statue de Thomas Sankara a été dévoilée depuis le lundi 18 mai à Ouagadougou. Une première avait été présentée en mars 2019 mais de nombreux fans du père de la révolution burkinabè avaient estimé qu'elle ne ressemblait pas à celle du héros national du pays des Hommes intègres.

RETOUR À LA NORMALE : SITUATION SOUS CONTRÔLE ?

Depuis début mai, de nombreux pays ont entrepris l'assouplissement progressif de leurs mesures sanitaires vis-à-vis du coronavirus. Après deux mois de psychose, partout les populations sont pressées de revenir à un semblant de normalité. En Côte d'Ivoire et dans certains pays africains, la levée des mesures de restriction coïncide hélas avec la hausse du nombre des cas de contamination. Mais la vie reprend peu à peu. Lieux de cultes, maquis, restaurants et marchés sont ouverts. Avec ou sans mesures barrières, la normalité semble de retour pour certains et dans certains milieux. Cela répond-il à une nécessité économique et sociale ou est-ce simplement un mauvais timing ?

RAPHAËL TANOH

Émeutes au Nigeria, manifestations au Burkina Faso : l'Afrique veut d'urgence reprendre le travail. C'est dans cet élan que la Côte d'Ivoire a entrepris, mi-mai, son retour progressif à la normale, sans heurts et sans pression. Mais avec une once d'inquiétude. Car, loin d'être affaiblie, la pandémie continue de progresser dans le pays, avec son lot de décès de plus en plus pénibles à supporter. L'un des plus célèbres est celui de Cheick Boikary Fofana, Président du Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques (COSIM). Alors que le pays pleure un homme de valeur, la moyenne journalière des personnes infectées recensées évolue en dents de scie, avec le 19 mai environ 2 200 malades, plus de 1000 guérisons et autour de 30 décès. Bien que les experts s'accordent à dire que le pic épidémique n'est pas encore atteint en Afrique, le Conseil national de sécurité (CNS) a annoncé le 14 mai dernier la seconde phase de l'assouplissement des mesures sanitaires. Après l'ouverture des écoles, des mosquées et des restaurants à l'intérieur du pays, la capitale économique (isolée depuis plus d'un mois) a entrepris l'ouverture de nombreux lieux publics le 15 mai. Le couvre-feu a été levé. À partir du 25 mai, les écoles seront autorisées à rouvrir et le 31 mai, le pays

pourrait même renouer avec une quasi-normalité.

Asphyxie Les raisons de ces mesures ? « La létalité de la maladie, entre 1 et 1,5%, reste contenue bien en dessous des prévisions initiales, malgré une légère augmentation du taux de contamination, notamment à Abidjan, qui enregistre la totalité des nouveaux cas depuis le 21 avril 2020. Le taux de guérison était d'environ 44% à la date du 12 mai et frôle désormais les 50%, l'un des meilleurs sur le continent », s'est félicité le Secrétaire général de la présidence de la République, Patrick Achi, lors du dernier CNS. Une décision hâtive ? Non, pour certains : « nous sommes pressés de reprendre le travail. À cause des mesures sanitaires, nos recettes ont considérablement baissé. De 20 000 FCFA, elles

« Nous avons moins de cas que beaucoup de pays qui ont levé leurs mesures sanitaires, alors je pense que les autorités ont eu raison. »

sont passées à 10 000 », s'impatientent Adama Yéo, Président du Groupement des chauffeurs. Pour lui, comme pour la plupart des acteurs du transport, les mesures de restriction sont en train de les asphyxier. « Nous avons moins de cas que beaucoup de pays qui ont levé leurs mesures sanitaires, alors je pense que les autorités ont eu raison », ajoute Adama Yéo. Il



La Côte d'Ivoire, à l'instar de nombreux pays africains, a décidé d'alléger les mesures sanitaires.

n'est pas le seul à le penser. « Les Ivoiriens ont bien observé les mesures édictées. Au niveau des lieux de cultes, par exemple, les guides ont scrupuleusement veillé à ce qu'ils restent fermés, ajoute Youssouf Konaté, aumônier et imam de la mosquée de la base navale de Locodjro. Au niveau du corps médical, on se dit plus ou moins rassuré par ce retour progressif à la normale. « Nous suivons l'évolution des cas. Mais, jusque-là, on ne

national des cadres supérieurs de la santé de Côte d'Ivoire (SYNACASS-CI).

Foyers de contamination ? Cependant, une bonne frange d'Ivoiriens se montre méfiante face à ce retour progressif à la normale. C'est le cas notamment de Ben N'Faly Soumahoro, Président de la Fédération ivoirienne des consommateurs Le Réveil (FICR). « Ce que nous constatons, c'est qu'on met

Repères

Taux de mortalité entre 1 et 1,5%.

Taux de guérison : environ 50%.

Nombre de lits disponible 700 à Abidjan.

mise. Le premier vendredi qui a suivi l'ouverture des mosquées à l'intérieur du pays, les gens sont venus massivement prier, sans tenir compte des mesures sanitaires. Ça été une catastrophe ». D'après le Président de la FICR, dire aux populations que les mesures de restriction sont levées revient à leur dire que la maladie est sous contrôle. « Pour beaucoup, cela veut dire que le coronavirus est fini. Ils vont se relâcher encore plus », ajoute Ben N'Faly Soumahoro. Au sein du corps enseignant, on se fait également du souci. Depuis le début des cours à l'intérieur du pays, les constats

ne sont guères rassurants, pour le Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (SYNESCI). « Le premier jour, dans beaucoup de localités, les enseignants ont refusé d'enseigner. Parce qu'il n'y avait pas le matériel de protection qu'on nous avait promis. Il n'y avait pas de masques. Dans certaines écoles, il n'y avait qu'un seul seau d'eau pour se laver les mains », énumère Ekoun Kouassi, le Secrétaire général du SYNESCI. Selon lui, ce retour à la normale a été brusqué pour le corps enseignant. « Il est vrai que l'éducation est très importante pour le pays. Mais la santé des enseignants, des élèves et du personnel administratif est prioritaire », poursuit-il. Cette situation, à l'entendre, doit servir de leçon pour mieux préparer la réouverture des écoles à Abidjan. « On ne peut se permettre ce genre de chose à Abidjan, épicerie de l'épidémie, faute de quoi les écoles risquent de devenir des foyers de contamination », prévient le leader du SYNESCI.

Pour Ben N'Faly Soumahoro, il y a beaucoup de paramètres à gérer avec la levée progressive des mesures sanitaires. « En Europe, certaines écoles ont fermé après avoir rouvert. On risque, avec la levée des restrictions, d'aggraver la situation », fait-il remarquer. Les cas de non-respect étaient déjà légion lors de la mise en place des mesures sanitaires, selon les rapports journaliers du porte-parole de la police nationale, le commissaire principal Charlemagne Bleu. Si ce dernier promet des sanctions à l'encontre des contrevenants, pour des observateurs tels que Dr Guillaume Akpess, la plus grande menace de la levée des restrictions c'est que le virus se propage dans les villes de l'intérieur du pays. « Cela risque de compliquer les choses », met en garde le Secrétaire général du SYNACASS-CI.

Face à tous ces risques, bien sûr, les autorités ont un plan bien huilé. La capacité d'accueil du système sanitaire public pour faire face à la maladie a été portée à 700 lits à Abidjan. Le gouvernement assure de la disponibilité des médicaments pour les traitements des patients, ainsi que des intrants pour les prélèvements et les tests. De même, selon le porte-parole du gouvernement, Patrick Achi, la stratégie de dépistage avancée a enregistré l'ouverture de 6 centres d'accueil dans le Grand Abidjan, sur les 13 prévus. À l'intérieur du pays, les régions et districts sanitaires verront leurs capacités renforcées, à travers un dispositif de diagnostic et de prise en charge intégré. À cela il faut ajouter, d'après M. Achi, la distribution gratuite du premier lot de 22 millions de masques au grand public. Un vaste programme, soutenu par le Fonds de soutien économique, social et humanitaire. Suffisant ? Jusque-là, rien ne semble l'être, devant ce nouveau virus qui met le monde entier à genoux. ■

3 QUESTIONS À



EKOUN KOUASSI

Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (SYNESCI)

1 Comment jugez-vous la décision du retour des enseignants de l'intérieur du pays pour la réouverture des écoles le 18 mai ?

La réouverture des écoles de l'intérieur avait d'abord été décidée pour le 11 mai, avant d'être ramenée au 18. Comme vous le savez, les enseignants étaient dispersés un peu partout dans le pays et il fallait organiser leur retour dans les différentes localités. Cela continue toujours de se faire. On a vu à l'ouverture des écoles, le 18 mai, qu'on n'était pas encore prêts pour la reprise. Les mesures sanitaires sont encore loin d'être suffisantes. Et les enseignants refusent d'enseigner sans protection.

2 L'ouverture des écoles était-elle prématurée, selon vous ?

Non. C'est une bonne chose de rouvrir les écoles, puisqu'il faut terminer l'année scolaire de toute façon. Nous disons qu'il faut juste respecter les mesures sanitaires édictées par les autorités. Même si aucun cas n'a été recensé à l'intérieur du pays, ce n'est pas prudent d'enseigner sans protection. Parce qu'il peut y avoir des cas qui n'ont simplement pas encore été détectés.

3 Pensez-vous que la réouverture des écoles à Abidjan sera sans risques ?

Il y aura des risques. Mais nous pensons que les autorités vont se servir des erreurs commises à l'intérieur du pays pour améliorer la situation à Abidjan. Tout le monde déconfiner, on est obligé de le faire, mais il faut être vigilants. ■

GESTION DE LA COVID-19 : LA CÔTE D'IVOIRE PARMIS LES BONS ÉLÈVES

Le déconfinement en Afrique se passe presque au même moment que dans le reste du monde. Mais l'évolution du coronavirus sur le continent n'en est qu'à ses débuts. Malgré la tisane proposée par Madagascar (322 cas, 36% de guérisons, 0,3% de décès), on est loin d'avoir ralenti la pandémie. Cependant, de nombreux pays africains n'ont rien à envier au reste du monde dans leur gestion de la crise. Du moins pour l'instant.

RAPHAËL TANOÛ



Grâce à leur rigueur, les autorités ivoiriennes affichent une gestion relativement satisfaisante du coronavirus.

Avec près de 5 millions de contaminés dans le monde, environ 2 millions de guéris et plus de 320 000 décès, le nouveau coronavirus ménage pour l'instant le continent africain. Pour 90 000 malades, l'Afrique enregistre environ 35 000 guérisons. Soit un taux de 39%, au-dessus de

la moyenne mondiale (37%). Les Africains marquent les esprits des afro-pessimistes avec un taux de décès de 3,3%, pour une moyenne mondiale de 6,5%. Et les pays subsahariens font bonne figure, notamment en Afrique de l'Ouest. Alors que l'allègement des mesures sanitaires est en cours, la

gestion de la crise sanitaire est relativement bien appréciée et on envisage pour bientôt un retour total à la normale.

Optimisme Le ratio nombre d'infectés - nombre de guérisons - nombre de décès semble montrer que le virus est beaucoup moins offensif

qu'annoncé. En Côte d'Ivoire, pour 2 100 cas le taux de guérison frôle les 50%. Avec un taux de décès de 1,3% le pays fait partie des bons élèves africains. Bien que le Burkina Faso affiche un taux record de 81% de guérisons pour 796 malades, le Rwanda est le pays qui a le mieux équilibré ses chiffres. Avec 297 cas, le pays du Président Paul Kagame a enregistré un taux de guérisons de 68% pour 0 décès, alors que le Burkina enregistre un ratio de décès de 6,5%. Le Sénégal, qui a longtemps été félicité pour sa gestion, a vu son taux de guérisons s'effriter autour de 42%. Des chiffres que les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relativisent. En prenant comme exemple le Ghana, on voit à quel point le nombre de tests réalisés agit sur les résultats. Avec plus de 160 000 tests grâce à des drones high-tech, il est le pays qui a le plus testé avec l'Afrique du Sud. Pour 6 000 cas, le Ghana a cependant l'un des taux de guérisons les plus bas (30%), mais affiche un bon taux de décès (0,5%). Il démontre ainsi que la Côte d'Ivoire, avec ses 20 000 tests, doit augmenter sa capacité de dépistage pour se faire une réelle idée de la pandémie sur son territoire. ■

LE DÉBAT

La levée progressive des mesures sanitaires est-elle risquée?



MOUSSA BAMBA
HOMME D'AFFAIRE

C'est une situation que personne n'a encore vécue. On ne peut pas dire que tout se passera bien. Ce que je peux dire par contre, c'est que la Côte d'Ivoire comme beaucoup de pays africains, a pris la bonne décision en procédant à l'allègement progressif de ses mesures sanitaires. En Afrique, les populations sont pauvres. Si on les prive pendant longtemps de leurs activités, la situation risque de devenir explosive. Et à ce rythme, beaucoup préféreraient affronter la maladie plutôt que de mourir de faim. Après deux mois de paralysie, je crois qu'il était temps de lâcher un peu du lest. D'autant plus que plusieurs entreprises souffrent déjà et que le nombre de chômeurs augmentent.



KARAMOKO TRAORÉ
ÉTUDIANT



Je pense qu'il fallait attendre encore avant de procéder à l'allègement des mesures sanitaires. On voit bien que même dans les pays les mieux préparés, le déconfinement a entraîné la fermeture de certains endroits 24h après leur ouverture, parce que le taux de contamination était reparti à la hausse. Le risque qu'on prend en procédant à la levée des mesures, c'est de donner libre court à la pandémie. On le voit au Ghana voisin où le nombre de contaminés a explosé. Plus loin, en Chine plus de cent millions de personnes retournent en confinement. Avec l'école qui ouvre, il est à craindre une multiplication de nouveaux cas et cela peut être fatal.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal

RECENSEMENT ÉLECTORALE : ENCORE DES RÉGLAGES

Le Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, a échangé avec les Organisations de la Société Civile (OSC) et les partis politiques sur la révision de la liste électorale.

YVANN AFDAL



La CEI s'engage à respecter le calendrier électoral.

La commission électorale a mis les bouchés double. L'équipe pilotée par Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, loin du calendrier sanitaire imposé par le coronavirus, met tout en œuvre pour son agenda en

11 millions d'électeurs. Sauf que l'inscription étant libre et non obligatoire, ce chiffre pourrait ne pas être atteint. Certains observateurs estiment à environ un million le nombre de nouveaux majeurs qui pourraient

« Nous avons un calendrier électoral à respecter et nous allons le respecter. Il ne s'agit pas de reprendre toute l'opération mais d'ajouter de nouvelles personnes. »

prélude à la présidentielle 2020. Première étape, la révision de la liste électorale. Comptant environ 7 millions d'électeurs, celle-ci devrait être revue à la hausse et atteindre la barre de

prendre part à l'opération.

Top départ ? La Révision de la liste électorale est, selon la commission électorale prévue du 10 au 24 juin 2020. Sauf

que, société civile et parti politique militent pour une opération qui devra s'étendre sur 30 jours. Autre inquiétude, c'est la sécurisation des lieux de recensement. Pour rappel, certains centres d'enrôlement pour l'obtention de la carte nationale d'identité avaient été vandalisés courant mars. En sus, l'opération d'enrôlement pour les cartes nationales d'identité piétine du fait de la crise sanitaire. Mais pour les agents de la CEI, ce sont des détails techniques qui pourraient être réglés assez rapidement afin de permettre à l'opération de se tenir dans la tranquillité et la sérénité. « Nous avons un calendrier électoral à respecter et nous allons le respecter. Il ne s'agit pas de reprendre toute l'opération mais d'ajouter de nouvelles personnes et d'intégrer les changements de lieux de vote pour certains » confie une source au sein de la CEI. Entre le 25 mai et le 10 juin la CEI procédera au recrutement et à la formation de certains agents en charge de l'enrôlement. Mais l'opposition garde toujours une oreille attentive au niveau de la Cour Africaine des droits de l'homme (CADHP) et espère que quand celle-ci se prononcera sur le « fond de dossier » elle pourra débouter l'Etat de Côte d'Ivoire et lui donner matière à récuser la commission électorale dans sa composition actuelle. Ce qui pourrait soulever quelque tension avant les élections. Mais pour le gouvernement, plus question de revenir en arrière à moins de cinq mois des élections. « Il faut respecter les délais » tranche une source gouvernementale. ■

EN BREF
RHPD : MABRI SUR LE DÉPART



La décision n'est pas encore officielle. Mais de source proche du président de l'Union pour la démocratie et la paix (UDPC), son départ définitif du Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP) serait acté. Plusieurs de ces proches ont été écartés de la direction du RHDP tant au niveau de la direction exécutive qu'au niveau de certaines coordinations. « Il y'a ceux qui ont décidé de rester au sein du RHDP et ceux qui ont décidé d'attendre la décision du président Mabri » explique ses proches. Le concerné semblerait attendre le retour du candidat Amadou Gon Coulibaly afin de vider certaines questions avec lui. Mais sa sortie du gouvernement a accentué les dissensions entre lui et plusieurs cadres du RHDP. Son secrétaire général Laurent Tchagba encore ministre continue de jouer les « go between » afin de maintenir les ponts au niveau de « grands décideurs » du RHDP. Mais la tâche ne s'annonce guère facile, plusieurs cadres ayant décidé de s'affronter à distance. ■



ADAMA DIAWARA

Politico - technocrate ?

YVANN AFDAL

Dans certains cercles du RHDP, sa nomination au poste de ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique en a surpris plus d'un. S'il est vrai qu'il est un militant de longue date, il est resté longtemps à la marge.

Nommé ministre de l'Enseignement supérieur de la Côte d'Ivoire le mardi 13 mai 2020, en remplacement d'Albert Toikeusse Mabri, le Pr. Adama Diawara (60 ans) a un parcours plus académique que politique. Professeur de rang A depuis 2015 au Laboratoire de physique de l'atmosphère et de mécanique des fluides à l'UFR SSMT de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, il était jusqu'à sa nomination conseiller à la Présidence de la République, chargé de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, directeur de la station géophysique de Lamto et président du Réseau ivoirien de suivi et d'évaluation (RISE). Des postes que cumulait ce connaisseur du secteur de la recherche scientifique. Côté politique, par contre, l'on retient qu'il a été secrétaire national du RDR, chargé de l'éducation et de la recherche scientifique, puis président délégué de l'Union des enseignants du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP).

Discret En 1994, alors qu'il devient Maître - assistant à l'Université de Cocody, il milite discrètement au RDR et coordonne les activités de ce parti au sein du groupe des « intellectuels ». Ses contributions et apports décisifs finissent par convaincre ses pairs, qui, en 2005, font de lui le président de la Cellule politique de la section des Universitaires du RDR (chargée d'adresser des études prospectives au Président du parti). Il en profite pour mettre sa plume à la disposition de certaines rédactions de médias proches entre 2000 et 2010 (L'Expression, Le Patriote, Nord-Sud). Quand vient l'élection présidentielle de 2010, il est chargé de la mobilisation des étudiants RDR lors de la campagne. Quelque peu dans l'anonymat, il lorgne, selon certains de ses proches, un portefeuille ministériel de longue date. « Avec les différents gouvernements où il fallait récompenser alliés et partenaires politiques, il était quasiment impossible de lui faire appel. Les responsabilités politiques ayant pris le pas sur les technocratiques », confie l'un de ses compagnons de longue date. Auteur de plusieurs publications et communications scientifiques, notamment sur la modélisation, le changement climatique, l'agro météorologie, les séismes, etc., il a su départer fonctions administratives et politiques et a surtout « marqué l'œil » du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly par sa bonne maîtrise du milieu de l'enseignement supérieur. Théoricien et praticien à la fois, reste à savoir s'il pourra tirer son épingle du jeu à la tête de ce département ministériel, traversé couramment par des grèves d'enseignants et d'étudiants. ■

Affaire Laurent Gbagbo Pas de décision avant octobre

Prévue pour se tenir les 27 et 29 mai, l'audience en appel devant la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a été reportée à une date ultérieure, sans précision sur sa nouvelle programmation. Les avocats de la défense, qui s'opposaient à une séance en vidéoconférence, espèrent avoir le plus rapidement possible une nouvelle date, proche, mais

après la crise sanitaire. Les juges de la CPI devraient quant à eux prendre leurs vacances et revenir en octobre prochain. Une telle donne n'arrange pas les affaires de Laurent Gbagbo et d'Henri Konan Bédié, son nouvel allié, et laisse le champ libre à Pascal Affi N'Guessan. Tout en indiquant qu'il continue le dialogue avec Laurent Gbagbo, le président de l'autre tendance du FPI continue

de se préparer pour l'élection présidentielle et ne « compte pas avaler du Gbagbo dit », explique-t-on autour de lui. D'ailleurs, au Front populaire ivoirien, le calendrier n'a pas changé. Pascal Affi N'Guessan est d'ailleurs présenté comme le candidat pour la présidentielle à venir, « sauf changement de dernière heure ». Un changement qui pourrait intervenir

lieu si le congrès mixte de ce parti se tient avant l'élection présidentielle. Henri Konan Bédié, qui compte sur un appel d'un « Laurent Gbagbo libre » en faveur du PDCI, pourrait revoir ses calculs et penser à un plan B. Cette nouvelle équation devrait peser lourdement dans la balance du choix du candidat du PDCI, qui sera connu d'ici la fin juin. ■

Y.A

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

1^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

BANQUES : LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI AU VERT

La Société générale de Côte d'Ivoire (SGCI) a fait le point de son exercice 2019 le 19 mai 2020, lors d'une visioconférence animée par son équipe managériale. Un bilan satisfaisant pour la banque.

YVANN AFDAL



La Société générale de Côte d'Ivoire (SGCI) espère s'en tirer à bon compte en 2020.

Selon le bilan de l'exercice 2019 présenté par le Directeur général de la Société générale de Côte d'Ivoire (SGCI), Aymeric Villebrun, la banque se porte bien depuis la mise en place en 2019 de son plan stratégique.

Performances Au niveau des indicateurs de performance, les voyants de la SGCI montrent une croissance des encours moyens de crédit de +16%. La part de marché est quant à elle de 20% sur les crédits et de 18% sur les dépôts (en continu sur l'année). Le PNB est en hausse

de +17%, le résultat net en progression de +20% et le ROE s'établit à 24%. L'on note également un profil de risque solide, avec un coût de risque limité à Ca 95 bps ; un taux de créances douteuses à 70% et une bonne diversification du portefeuille d'encours de crédit : respect du ratio de division des risques et aucun secteur d'activité ne représente plus de 20% du portefeuille. Des performances dont découle la solidité du bilan, avec un ratio de solvabilité à 12,2% à la fin d'année 2019, contre 10,4% en 2018, alors que le seuil réglementaire est de 9,5%.

Ces ratios renforcent les fonds propres de la banque. Le Ratio Loan to Deposit (prêts sur dépôts exprimant le taux de transformation) est de 92% et le ratio de levier supérieur à 8%, contre un minimum réglementaire de 3%.

Faire mieux Pour aller au-delà de ces résultats, la SGCI s'est fixé de nouveaux objectifs pour 2020. Ce sont entre autres l'amélioration de la rentabilité et la création de valeurs pour l'ensemble de ses partenaires ; le maintien de sa position de capital solide ; la poursuite du déploiement de la stratégie digitale et l'amélioration de l'expérience client. Malgré le ralentissement constaté dans tous les secteurs du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19, « il n'y a pas péril en la demeure », assure Aymeric Villebrun. Pour le premier trimestre 2020, la SGCI annonce en effet un PNB de 39,9 GXOF (+21%, encours moyens de crédit +12%). Selon Aymeric Villebrun, face à la crise économique que va forcément entraîner la pandémie, la SGCI est en train de tout mettre en œuvre pour adapter sa stratégie à la nouvelle donne. ■

EN BREF

TRANSPORT AÉRIEN AFRICAIN : UNE NOUVELLE ÉTAPE

« Le point clé d'architecture de l'étude du système de navigation par satellite SBAS 1 pour l'Afrique et l'Océan Indien, conclu en avril 2020 a permis de valider l'architecture et la couverture géographique », lit-on dans un communiqué de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) publié le 19 mai 2020. Une étape importante dans le développement du système conçu par Thales Alenia Space. Ce programme de renforcement satellitaire, fondé sur le programme européen EGNOS 2, vise à renforcer les opérations de navigation et de surveillance au cours de toutes les phases de vol et à améliorer de manière significative et durable la sécurité et l'efficacité des vols dans la zone de responsabilité, et au-delà sur tout le continent. Ces services permettront à partir de 2022 d'améliorer les performances de positionnement des systèmes déjà existants, comme le GPS ou Galileo. La précision, ramenée à l'ordre du mètre, l'intégrité, la disponibilité et la continuité des services seront améliorées et garanties pour les applications liées à la sécurité. Outre l'aéronautique, les secteurs des transports maritimes, ferroviaire et terrestre bénéficieront de ces services, essentiels au redémarrage post Covid-19, fondé sur la sécurité des usagers. ■

Filière mangue Mango blockchain pour une meilleure traçabilité

Les pays producteurs de mangues de l'Afrique de l'ouest verront désormais leur production tracées grâce à la blockchain (technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée et fonctionnant sans organe central de contrôle). Cette technologie, nommée Mango Blockchain, est développée par une start-up belge en collaboration avec la Société internationale d'importation (SIIM) et le Comité

de liaison Europe - Afrique - Caraïbes - Pacifique (COLEACP). Cet outil, assez pertinent, s'inscrit dans le contexte de la pandémie de Covid-19, alors que la résilience des chaînes d'approvisionnement dépend de la confiance et de la transparence. Selon les concepteurs de cette blockchain, elle contribuera à l'amélioration et à la professionnalisation continue de la filière mangues ouest-africaine, qui a connu ces dernières

années beaucoup d'interceptions à l'arrivée sur le marché européen. « L'objectif du test actuellement en cours en pleine campagne mangues est d'évaluer la valeur ajoutée de la blockchain en tant qu'outil de communication B2B (importateurs / distributeurs) et B2C (distributeurs - importateurs / consommateurs). Il devrait mettre en évidence les possibilités offertes par la technologie pour communiquer et stocker en toute sécurité les données

collectées tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ce qui accroît la transparence. L'objectif pour l'importateur est de pouvoir fournir des informations aux distributeurs, mais aussi de s'assurer qu'elles parviennent aux consommateurs sans altération », précise le COLEACP. Cette blockchain va permettre de limiter l'accès aux seuls utilisateurs agréés, garantissant ainsi la protection des données et de la propriété intellectuelle. ■ ANTHONY NIAMKE

Parfait Barthélémy Baikhe Valoriser l'aspect thérapeutique du cacao

Le cacao ivoirien a toujours fière allure, du haut de ses deux millions de tonnes de production annuelle. Des résultats qui donnent matière à réfléchir à certains entrepreneurs ivoiriens pour développer leur business autour de ce fruit qui combine plusieurs vertus. C'est le cas de Barthélémy Parfait Baikhe, qui a décidé de valoriser son aspect thérapeutique.

ANTHONY NIAMKE

La Côte d'Ivoire, terre de cacao, a obtenu sa notoriété grâce à son premier rang mondial de producteur, avec près de deux millions de tonnes par an. Mais, au-delà du chocolat et autres produits dérivés de la transformation de ses fèves, beaucoup ignorent le côté thérapeutique qu'offre cette précieuse culture. Un angle qu'ont voulu exploiter l'entrepreneur ivoirien Parfait Barthélémy Baikhe et sa famille, avec l'entreprise Tout au cacao, née en 2018 après quatre ans de recherches et développement. Elle transforme artisanalement le cacao pour en extraire ses principes actifs thérapeutiques

Amour cacao « Lors d'un

long séjour dans un village de producteurs de cacao, je vis des producteurs consommer régulièrement des fèves de cacao séchées pour des raisons de santé. Ma curiosité les poussa à me livrer les secrets dont regorgeaient ses fèves. Moi-même souffrant de problèmes de nerfs et de stress, je me mis à en consommer régulièrement et, depuis, je me sens très bien. », raconte l'entrepreneur. Dès lors, il choisit, avec la contribution de sa famille, de vulgariser les vertus thérapeutiques du cacao en mettant au point des produits authentiques : La fève moelleuse de cacao, Les Amazones » (chocolat), Teint cacao (savon) et Cacao energy » (bois-



Parfait Barthélémy Baikhe veut montrer une autre facette du cacao au travers de sa start-up.

son énergisante). Animé par la vision de sa mère, membre active de la filière cacao ivoirienne depuis plus de 15 ans, Parfait Barthélémy Baikhe a souhaité accomplir, par le biais de l'entreprise Tout au cacao, le rêve de cette dernière, la transforma-

tion locale du cacao pour son volet santé. Avec une équipe de six personnes, la société a réussi en 2019 à réaliser un chiffre d'affaires moyen de deux millions par mois, en collaboration avec une coopérative agricole de femmes de San-Pedro. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

CHEICK OUMAR MAGASSOUBA : « LE COSIM RESTERA FORT »

La disparition du Président du Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques (COSIM) laisse un grand vide dans la communauté musulmane. Une situation que l'imam Magassouba aborde ici.

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL TANO



Pour l'imam Magassouba, Boikary Fofana était également influent dans la sous région.

Le décès du Cheick Boikary Fofana a été douloureusement vécu par la communauté musulmane et l'ensemble des acteurs politiques. Pourquoi, selon vous, a-t-il autant d'aura autour de lui ?

C'est difficile de parler de Boikary Fofana. Il y a tellement de choses à dire ! C'était un homme qui inspirait tout le monde. Il était pour moi comme un éducateur, un maître, un exemple à suivre. Il reflétait ce qu'il prêchait. Boikary Fofana était à la base de tout, du moins pour ce qui concerne la communauté musulmane de

Côte d'Ivoire. Prenez n'importe quelle association, n'importe quel conseil, n'importe quelle organisation, vous trouverez le Cheik comme cheville ouvrière. Il a été à la base de la création du COSIM.

On a vu des témoignages venir de partout dans le monde. Était-il aussi influent hors de Côte d'Ivoire ?

Boikary Fofana n'était pas seulement influent en Côte d'Ivoire. Si vous voyez les témoignages venir de partout, c'est parce qu'il a aussi agi hors de son pays. Notamment au Mali, au Burkina, où il a participé à la

mise en place de nombreuses structures islamiques. Partout où on le sollicitait, il répondait présent.

Il y a aussi certains qui le qualifiaient de difficile...

Effectivement. Certains allaient même jusqu'à dire de lui qu'il était extrémiste. Le Cheick Boikary Fofana n'était pas un extrémiste. Beaucoup ont dit cela lui à cause de sa manière d'agir. Il était sincère et rigoureux. Il n'a jamais commencé quelque chose sans le terminer. Il n'avait qu'une seule parole. Il détestait l'hypocrisie. C'est cette sincérité que certains n'aimaient pas. Il était d'une humilité touchante. Malgré sa situation, il est toujours resté dans sa vieille maison. Il mangeait avec tout le monde.

Croyez-vous que sa disparition va affecter la bonne organisation du COSIM ?

Il y a une chose que le Cheick lui-même disait : personne n'est irremplaçable. Il nous a enseigné cela. Il nous a préparés, nous les jeunes, à prendre un jour la relève. Le COSIM a été frappé de plein fouet par sa mort, mais cette organisation restera forte et unie, même si la tâche va être difficile.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS : 100 MILLIARDS POUR RELANCER LES ACTIVITÉS DU SECTEUR INFORMEL

Dans le souci d'apporter une réponse concrète aux effets du coronavirus, un fonds d'appui de 100 milliards de franc CFA a été mis en place par le Gouvernement pour soutenir le secteur informel. Pour la phase transitoire de ce fonds qui va durer jusqu'au 15 Juin prochain, un montant de 10 milliards de franc CFA a été dégagé pour permettre aux acteurs du secteur informel de relancer leurs activités. Le mardi 19 mai, 1250 acteurs de ce secteur ont reçu symboliquement leur chèque pour un montant total de 300 millions de franc CFA. Sur les 1250 acteurs du secteur informel bénéficiaires du jour, les femmes représentent 58% de l'effectif et plus de la moitié des bénéficiaires provient de l'intérieur du pays. Les secteurs d'activité couverts sont la restauration, le transport, l'artisanat et le commerce. ■

EN BREF

ENCORE DES RÉGLAGES

Facebook a lancé le mardi 19 mai Facebook Shops, une boutique de vente directe en ligne pour les petites entreprises sur ses différentes plateformes, à la faveur de la Covid-19. « Je pense que c'est particulièrement important en ce moment, parce que tant de petites entreprises se déplacent en ligne pour faire face aux retombées économiques de Covid-19 », a expliqué Mark Zuckerberg, patron de Facebook. Les utilisateurs ont la possibilité de voir les produits mis en avant dans une boutique et de les acheter via les différentes applications appartenant à Facebook. Facebook Shops est gratuit et facile à créer. Après configuration, la boutique sera automatiquement commune pour les comptes Facebook et Instagram de l'utilisateur. Bien-tôt, elle le sera également pour Messenger et WhatsApp.

ÉCHOS DES RÉGIONS

SÉGUÉLA : HARO DU PRÉFET SUR LES LOTISSEMENTS ANARCHIQUES

Le préfet de la région du Worodougou, préfet du département de Séguéla, Karim Diarrassouba, s'est insurgé, mardi 19 mai, lors d'une réunion avec les acteurs du foncier, contre la multitude des lotissements qui ne respectent pas les règles en la matière, causant de nombreux conflits fonciers. « Depuis notre prise de fonction, nous sommes assaillis par les problèmes de lotissement. (...) Tout le monde se lève, au nom de quelques prétendus droits, fait son lotissement. Ce n'est pas bon », a déclaré M. Diarrassouba aux chefs de village, chefs de terre, propriétaires terriens et autres collaborateurs de géomètres experts agréés conviés pour faire baisser la tension face aux remous dans le secteur du foncier. « J'en appelle au sens de la responsabilité. Il faut vous référer aux personnes habilitées à faire les lotissements pour que cesse ce désordre », a ajouté le préfet qui a mis en garde certains professionnels du bâtiment qui se font passer pour des géomètres experts agréés et qui initient des lotissements à problème. ■

NIGER - NIGÉRIA : INTENSIFICATION DES ATTAQUES TERRORISTES

Depuis plusieurs semaines, les groupes terroristes multiplient les attaques au Niger et au Nigéria. L'AFP a rapporté le 19 mai que le poste militaire de Blabrine, dans la région de Diffa, grande ville du sud-est du Niger, avait subi une attaque meurtrière dans la nuit de lundi à mardi derniers.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le Niger et le Nigéria restent des proies pour les terroristes.

Même si elle n'a pas encore été revendiquée, cette attaque est probablement l'œuvre de Boko Haram, selon plusieurs experts. Le groupe terroriste essaime dans la zone. Aucun bilan officiel n'était disponible dans l'immédiat, mais certaines sources faisaient état de plusieurs morts. En octobre 2019, 12 soldats nigériens avaient été tués et 8 blessés lors de l'attaque de la même base militaire, selon le ministère de la Défense nigérien. La région est depuis plusieurs jours la cible de

nombreuses attaques armées. Le 9 mai, des échanges de tirs ont opposé deux camps dans le même secteur, selon les autorités nigériennes et le 16 mai des roquettes sont tombées sur Diffa. Par ailleurs, le Niger a affirmé le 13 mai qu'au moins 75 « terroristes de Boko Haram » avaient été tués dans deux opérations militaires, dans le sud-est du pays et en territoire nigérien. La région de Diffa abrite selon l'ONU 300 000 réfugiés nigériens et déplacés, fuyant depuis 2015 les exactions commises par Boko

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

RUSSIE : LE PREMIER MINISTRE REPREND SES FONCTIONS

Le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline a effectué son retour ce mardi, après trois semaines de convalescence dues au coronavirus, au moment où la Russie dit amorcer une lente décrue des nouveaux cas. Si certaines régions du pays ont entamé un prudent déconfinement le 12 mai, des points chauds très importants demeurent, à l'instar de la capitale, Moscou, mais aussi de la petite république caucasienne du Daguestan, où des responsables locaux ont fait état d'une « catastrophe » sanitaire lundi. Vladimir Poutine a acté par décret le retour de son Premier ministre, dont les fonctions avaient été confiées par intérim le 30 avril à l'un de ses adjoints, bien que Mikhaïl Michouline ait « travaillé presque à plein temps pendant sa maladie », selon le Président russe. Apparaissant en bonne santé lors d'une réunion gouvernementale retransmise à la télévision, Mikhaïl Michouline a remercié les médecins luttant contre le coronavirus, qu'il a « vus travailler en personne » lors de son hospitalisation. ■

O.O

Maroc Confinement prolongé jusqu'au 10 juin

Le Maroc va prolonger jusqu'au 10 juin l'état d'urgence sanitaire et le confinement mis en place pour freiner la propagation du nouveau coronavirus, a annoncé lundi le Premier ministre marocain, Saad-Eddine El Othmani. Après le 10 juin, le déconfinement sera « progressif » et prendra en compte « les écarts de contamination entre régions », a annoncé le Premier ministre, sans donner plus de précisions. « La situation sanitaire est stable, mais pas totalement rassurante », a déclaré Saad-Eddine Al-Othmani devant les chambres du Parlement, à deux jours de l'échéance de l'état d'urgence sanitaire, instauré le 20 mars et renforcé par un couvre-feu pendant le Ramadan, qui a

débuté fin avril. Pour se déplacer, les Marocains doivent d'abord obtenir une autorisation et le port du masque est obligatoire. Les contrôles policiers sont fréquents et le non-respect des restrictions est passible d'un à trois mois de prison, parfois assortis d'une amende. Selon Saad-Eddine Al-Othmani, le confinement a « permis d'éviter 200 décès et environ 6 000 contaminations par jour ». Les milieux économiques ont appelé ces derniers jours à une reprise des activités, alors que la pandémie a mis à l'arrêt quelque 132 000 entreprises, soit environ 60% du secteur formel. Environ 950 000 salariés sont temporairement en arrêt de travail. ■

B.S.H.

TYSON - HOLYFIELD : UN COMBAT RETOUR MALGRÉ L'ÂGE ?

Le 28 juin 1997, Mike Tyson et Evander Holyfield s'affrontaient dans un combat de boxe épique, qui restera gravé dans l'histoire de cette discipline. 23 ans plus tard, les deux acteurs souhaitent remonter sur le ring, cette fois-ci pour une exhibition.

ANTHONY NIAMKE



Mike Tyson et Evander Holyfield veulent à nouveau inscrire leurs noms dans l'histoire de la boxe avec cette remontée sur le ring.

Le 28 juin 1997, sur le ring du MGM Grand de Las Vegas (État du Nevada), les boxeurs Mike Tyson et Evander Holyfield s'affrontent pour un match retour, après un combat le 9 novembre 1996 et la victoire de Holyfield par K.O technique au 11ème round. Au cours de la troisième reprise du combat retour, Tyson va mordre l'oreille gauche de Holyfield et sera disqua-

lifié. Il perdra sa licence pour un an et devra indemniser son adversaire à hauteur d'un million de dollars. Si ce combat avait fait couler encre et salive à l'époque, les deux boxeurs avaient néanmoins réussi à inscrire leurs noms dans les annales de cette discipline. 23 ans après, les deux champions, bien que d'âge avancé (Holyfield, 58 ans et Tyson, 54 ans), envisagent de remonter sur

le ring pour un nouvel affrontement pour le bonheur de leurs fans, cette fois-ci en exhibition.

Come-back attendu « Son camp a parlé au mien et nous n'avons pas encore trouvé un accord solide, mais je pense que nous allons dans la même direction », déclare Evander Holyfield. Pour ces retrouvailles entre deux ex poids lourds de la boxe américaine, l'athlète de 58 ans se dit prêt à se prêter le jeu. « Si cela se fait, je ne vois aucun problème. Cela ne me dérange pas que nous fassions quelque chose comme ça. Seulement, tout doit être réuni », affirme-t-il. Si aucune annonce officielle n'a été publiée, une affiche dévoilée il y a quelques jours sur les réseaux sociaux annonce la date du 11 juillet 2020 à Diriyah (Arabie Saoudite). En décembre dernier, ce lieu avait vu le Britannique Anthony Joshua récupérer ces ceintures WBA, IBF et WBO des lourds face à l'Américain Andy Ruiz. Pour l'heure, les deux vétérans continuent d'exprimer leur intention de remonter sur le ring par la diffusion de vidéos sur Internet où on les aperçoit à l'entraînement. Ce nouvel affrontement aux allures de revival pourrait être l'un des plus gros coups marketing après le combat qui avait opposé en 2017 Floyd Mayweather et Connor Mc Gregor. ■

Lutte contre la Covid-19 La FIFA va lever des fonds



Ni la date ni le lieu possible de cette rencontre n'ont encore été précisés par la FIFA.

La lutte contre la Covid-19 se poursuit et la Fédération internationale de football association (FIFA) veut y apporter sa contribution. Ayant déjà don de 10 millions de dollars, l'instance suprême du football mondial a annoncé le 18 mai que sa fondation comptait organiser un match officiel pour récolter des fonds pour Access to Covid-19 Tools (ACT), une initiative visant à accélérer le développement, la production et l'accès international équitable aux technologies sani-

taires essentielles pour lutter contre le coronavirus. « Nous nous engageons à organiser un événement mondial qui va permettre de lever des fonds, même si nous devons encore patienter quelques mois », a dit le patron de la FIFA, Gianni Infantino. Selon le Président de la fondation, Youri Djorkaeff, plusieurs scénarios et projets sont actuellement à l'étude, en prenant en compte les recommandations des gouvernements concernés et des organisations internationales. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

La jeune star du Borussia Dortmund, **Erling Braut Haaland** a inscrit le week-end dernier, le premier but de la reprise en Bundesliga. Au cours de la 26^e journée de ce championnat allemand, le Borussia s'est largement imposé face au Schalke 04 sur le score de 4 buts à 0.

Le rugbyman australien, pensionnaire du club des Queensland Reds, **Izack Rodda** (21 sélections avec les Wallabies), a été suspendu, le lundi 18 mai pour avoir refusé la baisse de salaire collective négociée pendant l'arrêt du championnat.

ROUKIATOU HAMPATÉ BÂ : « LA FONDATION A BESOIN DE RES-SOURCES »

Le 15 mai 2020 marquait le 29^{ème} anniversaire de décès d'Amadou Hampaté Bâ, grand homme de culture, écrivain, défenseur de la tradition orale, philosophe, historien. Pour l'hommage qu'a voulu rendre JDA à l'illustre disparu, nous avons échangé avec sa fille, Roukiatou Hampaté Bâ, directrice de la Fondation Amadou Hampaté Bâ..

INTERVIEW RÉALISÉE PAR ANTHONY NIAMKE



Roukiatou Hampaté Bâ garde espoir que les œuvres de son défunt père seront sauvegardées grâce à l'aide de toute la communauté.

Que deviennent les œuvres d'Amadou Hampaté Bâ ?

Pour parler du sort des œuvres d'Amadou Hampaté Bâ aujourd'hui, il convient de rappeler leur trajectoire historique, afin de mieux cerner les enjeux qu'elle comporte. C'est à l'âge de 24 ans qu'il a commencé à s'occuper des traditions orales africaines, de les apprendre et de les comprendre, de les récolter et de les transcrire. Le fonds documentaire constitué s'articule autour de plusieurs thématiques. Ces œuvres, fruit de plus de soixante années de recherches, constituent un fonds d'archives partiellement conservé au sein de la Fondation Amadou Hampaté Bâ. Ces supports, véritables trésors culturels, sont fragiles. Ces archives sont aussi irremplaçables que périssables et terriblement menacées. Des efforts dans ce domaine sont très louables, notamment de la part du ministère de la Culture et de l'UNESCO. Cependant, ces appuis restent en deçà de ce qui devrait être.

Vous êtes sa fille cadette et vous êtes la directrice de la Fondation qui porte son nom. N'est-ce pas une lourde responsabilité ?

Je dirais qu'elle est aussi lourde qu'exaltante. Lourde parce qu'Amadou Hampaté Bâ s'est offert en modèle de valeur, de vertu, avec sa quête inlassable de connaissances. Il a tracé des sillons et défendu

des valeurs durant sa vie : le sens de l'honneur, l'amour du prochain, l'entraide, etc. Et donc la tâche est d'autant plus lourde qu'il convient de ne pas s'éloigner de cette ligne pour honorer sa mémoire et perpétuer son œuvre. Elle est lourde parce qu'en tant que fille, je n'ai aucune prétention de connaître l'homme dans sa dimension historique. Il y a d'autres personnes qui connaissent Hampaté Bâ mieux que moi et en tant que fille cadette j'ai des aînés qui sont plus instruits. Moi, c'est le regard des autres porté sur l'homme qui m'a fait découvrir son image. Donc c'est une lourde tâche, puisque nous sommes conviés aujourd'hui face à l'histoire de quelqu'un qui s'est battu toute sa vie. Mais cette tâche a été aussi facilitée grâce à ce qu'il avait déjà entamé, initié. Il s'agit pour nous de suivre les sillons tracés, puisqu'il a déjà effectué le gros du travail.

Toutes les œuvres laissées par votre père servent-elles réellement à la jeunesse africaine ?

Elles pourraient servir efficacement à la jeunesse actuelle pour peu qu'elle veuille bien les découvrir ou redécouvrir pour certains et surtout s'en abreuver. Parce qu'il a fait de nombreuses adresses à la jeunesse, à travers des lettres, des conférences. Il y a donc beaucoup de matière qui se rattache à cette jeunesse, mais, pour cela, il faut que celle-ci veuille bien venir à ses écrits.

Elle trouvera de nombreuses réponses à toutes les difficultés auxquelles elle se trouve confrontée aujourd'hui.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la gestion de cette Fondation ?

Comme toute structure, nous avons un fonctionnement qui est en place, mais nous avons besoin de moyen pour assurer ce fonctionnement. Aussi surtout le projet de sauvegarde des manuscrits qui sont aussi irremplaçables que périssables et terriblement menacé. Ce fonds est sur des supports très fragiles. Aujourd'hui, avec un peu de crédit on peut les sauver mais dans les cinq ou dix années à venir, il sera trop tard. C'est un pan de notre histoire authentique d'Afrique et partant de l'humanité qui s'engloutirait avec la disparition d'Hampaté Bâ. La Fondation a besoin de ressource. Ressources humaines, ressources financières, elle a besoin de l'appui de la presse. Nous devons tous nous mobiliser comme un seul homme pour que la bibliothèque ne brûle pas et survive à son engendreur. Cela serait la double mort d'Amadou Hampaté Bâ. ■

Journal d'Abidjan
l'Hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!

